

À L'UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

**30 SEPT.
& 1^{ER} OCT.
2025**



COLLOQUE JURIDIQUE

“ L'ANIMAL DOMESTIQUE ET LE DROIT LE CAS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ”

RENSEIGNEMENTS : [HTTPS://RECHERCHE.UPF.PF/EN/EVENEMENT/COLLOQUE-SUR-LE-STATUT-JURIDIQUE-DE-LANIMAL](https://recherche.upf.pf/en/evenement/colloque-sur-le-statut-juridique-de-lanimal)

Livret des intervenants

Première journée



Madame Gwenola JOLY-COZ, Première présidente de la cour d'appel de Papeete

Fondatrice de l'association Femmes de Justice, directrice de la session de formation « les violences faites aux femmes : connaissances et concepts » à l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), autrice de l'essai : « Elle l'a bien cherché » aux éditions Dialogues,Observatoire des violences faites aux femmes en Polynésie française

Monsieur Frédéric BENET-CHAMBELLAN,
Procureur général près la cour d'appel de Papeete

En poste en Polynésie française depuis le 1er août 2024 après les cours d'appel de Rouen et de Rennes, il a identifié lors de son installation les atteintes pénales à l'environnement comme faisant partie des cinq priorités de politique pénale. Il est membre fondateur de l'Association Française des Magistrats pour la Justice Environnementale (AFMJE).



Madame Amanda DUBUIS, Maître de conférences à l'Université de la Polynésie française

Membre du Laboratoire Gouvernance et Développement Insulaire (GDI) de l'Université de la Polynésie française (UPF), elle est Maître de conférences en droit privé, spécialisée en droit de la santé.

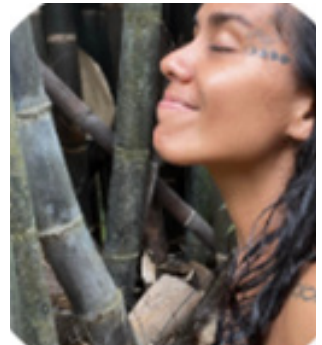


Madame Laure BELANGER, Vice-présidente au tribunal de première instance de Papeete

Egalement enseignante vacataire à l'Université de Polynésie française en droit foncier et droit des successions, membre du Comité consultatif pour le bien-être animal de la Polynésie française et membre de l'Association Française des Magistrats pour la Justice Environnementale.

Madame Maite MAI, coach de vie et coach familial

Ancienne journaliste et présentatrice du journal télévisé local, elle met aujourd'hui son expérience de communication au service de l'accompagnement humain et de l'animation d'événements. Elle anime et modère des conférences et rencontres en faveur de causes qui lui tiennent à cœur : la culture, l'environnement et le bien-être.



Monsieur Frédéric TORRENTE, Chercheur en anthropologie à la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSHP)

Anthropologue affilié à la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSH-P) et enseignant vacataire à l'Université de la Polynésie française, il explore l'ethnohistoire, la mythologie et les pratiques religieuses des sociétés polynésiennes. Ses recherches s'attachent particulièrement à comprendre les liens que les habitants des Tuamotu entretiennent avec leurs milieux naturels, en mettant en lumière les dynamiques culturelles propres aux atolls.

Monsieur Philippe FOURNIER, Directeur fonctionnel du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de la Polynésie française



Madame Vainui SIMON, Psycho-criminologue au Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Polynésie française

Psychocriminologie et victimologie, elle est également éducatrice canin bénévole.

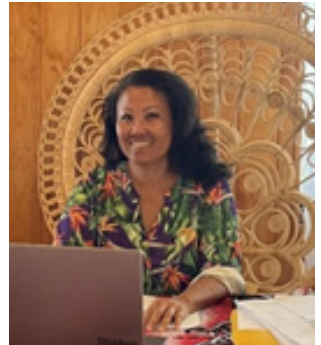
Madame Arielle MOREAU, Avocate en droit des animaux au Barreau de La Rochelle

Avocate depuis 1996, elle a exercé une grande partie de sa profession à la Réunion. Elle est engagée dans la défense des droits des femmes et des enfants victimes de violences, et des animaux maltraités, spécialisée en droit des animaux depuis 2015. Chargée d'enseignement dans le Diplôme Universitaire «Animaux et Société» à l'Université Rennes 2, elle est membre du comité Une Seule Violence. Depuis fin 2024 elle travaille aux côtés de la Confédération Nationale Défense de l'Animal (CNDA).



Madame Caroline FONG, Avocate au Barreau de Papeete, médiatrice

Également médiatrice foncière, elle participe aux tournées organisées par le Conseil de l'accès au droit de la Polynésie française (CDAPF) afin de rendre accessible le droit aux populations polynésiennes les plus retirées et les sensibiliser à la médiation.



Madame Carole COUTURIER, présidente de l'Alliance pour le Respect et la Protection des Animaux de Polynésie française (ARPAP)

L'ARPAP, créé en 2016, est un collectif, un mouvement et un réseau, respectueux des identités et de l'autonomie de chacun de ses membres auxquels elle ne se substitue pas. Elle est constituée de 10 associations de la protection animale et de particuliers. La visée de ses actions est le développement du lobbying et la communication mais aussi le soutien aux acteurs de terrains.

Madame Annick ALLAIN-SACAULT, Avocate au Barreau de Papeete

Madame Joëlle CASANOVA, Magistrate, coordonnatrice de formation continue au Pôle économique, social et environnemental à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM)

Egalement membre de l'Association Française des Magistrats pour la Justice Environnementale (AFMJE).



Madame Agnès BORIE, Vétérinaire, collaboratrice du sénateur Arnaud Bazin

Egalement coordonnatrice du comité «Une Seule Violence »

Monsieur Loïc DOMBREVAL, Docteur vétérinaire, président du Conseil national de la Protection animale

Actuellement président du Conseil National de la Protection Animale (CNPA), qui a lancé la ligne SOS Maltraitance animale en juin 2024, premier numéro national de signalement des maltraitances animales. Il est ancien Président du groupe de travail « Condition animale » de l'Assemblée nationale et a été rapporteur général de la loi du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes.



Monsieur Raimana LALLEMANT-MOE, Docteur en droit, chercheur associé au laboratoire GDI à l'Université de Polynésie française

Ancien conseiller spécial Environnement à la Vice-présidence de la Polynésie française.



Madame Claire JOACHIM, Maître de conférences en droit public à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE)

Ses activités de recherche sont majoritairement axées en droit comparé de l'environnement, privilégiant les terrains occidentaux et la région Indopacifique. Au-delà, une ouverture est opérée dans un spectre plus large : celui du vivant, en abordant le droit des nouvelles technologies et le droit des libertés. L'ensemble analyse deux champs principaux : l'étude du pluralisme juridique et les transferts de compétence dans une perspective comparative et interdisciplinaire.

Monsieur Romain CHANCELIER, Conseiller technique du ministre de l'Environnement de Polynésie française

Juriste de formation, il a occupé différents postes notamment à la préfecture puis à l'Assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna. Il a été le chef du bureau de la stratégie et des affaires juridiques à la Direction de la Biosécurité de la Polynésie française (DBS).



Madame Karine BONATTO, Chargée de mission responsable de la cellule « Bien-être animal » à la Direction de l'Environnement de Polynésie française

Elle est actuellement responsable de la cellule « Bien-être animal » à la Direction de l'Environnement de la Polynésie française (DIREN) et elle coordonne l'action du Comité consultatif sur le bien-être animal (CCBEA) présidé par le ministre en charge de la cause animale Taivini TEAI.

Madame Noëllanie TEPEA, Juriste à la Direction de l'Environnement de la Polynésie française

Elle est en charge de l'actualisation du Code de l'environnement et des contentieux à la Direction de l'Environnement de la Polynésie française (DIREN).



Monsieur Matairii MAIRE, Directeur du Syndicat Intercommunal pour la Gestion de la Fourrière Animale à Punaauia (SIGFA)

Très impliqué sur le sujet environnemental en Polynésie française, il dirige le Syndicat Intercommunal pour la Gestion de la Fourrière Animale (SIGFA), créé à l'initiative de deux communes de Tahiti, Paea et Punaauia, et ouvert depuis septembre 2022. Il est par ailleurs membre du Comité consultatif pour le bien-être animal (CCBEA).

Deuxième journée

Monsieur Yves PIRIOU, Bâtonnier du Barreau de Papeete

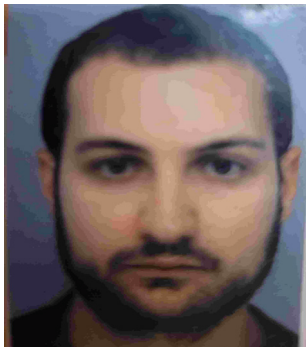


Monsieur Franck RASTOUL, Procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence

Il a été procureur de la République près les Tribunaux de Viennes et d'Orléans, puis Procureur général près les Cours d'appel de Bastia et de Toulouse. En 2004 puis en 2016, il a été récompensé des titres de Chevalier dans l'Ordre National du Mérite et de la Légion d'Honneur et, en 2022, il a reçu la médaille d'honneur de l'administration pénitentiaire.

Monsieur Dominique ELISABETH, Chef d'escadron à l'Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et la Santé Publique (OCLAESP), Division Nationale de Lutte contre la Maltraitance Animale (DNLMA)





Monsieur Alexandre STRAZZERA, Officier de police judiciaire affecté au Détachement de l'Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et la Santé Publique (OCLAESP) de Polynésie française, adjudant, référent « maltraitance animale »

Enquêteur au sein du détachement OCLAESP de Papeete et référent maltraitance animale. Depuis son arrivée sur le territoire en décembre 2022, il a conduit plusieurs enquêtes sensibles de maltraitance animale. Son expérience lui a permis d'appréhender certaines des problématiques locales et de développer un réseau relationnel avec les acteurs locaux de la cause animale.

Madame Lucile HERVOUET, Sociologue à la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique

Titulaire d'un Doctorat en sociologie, elle est chercheuse à la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSHP). Ses travaux portent notamment sur les violences intrafamiliales en Polynésie française.



Madame Wendy OTOMIMI, Responsable du Pôle Aide aux victimes de l'Association Polyvalente d'Actions Judiciaires de Polynésie française

Juriste de formation, elle a notamment participé à des comités de travail liés à la prise en charge des victimes d'infraction. Elle anime également des modules de sensibilisation auprès de partenaires institutionnels et associatifs et tiens des ateliers destinés aux auteurs de violences intrafamiliales. Elle est aussi formatrice à l'ISEPP en tant que monitrice éducatrice, à l'IPFSS en tant qu'assistante de service social, à l'École des sage-femmes et au Centre de gestion et de formation (police municipale).

Monsieur Jean-Marc BEN KEMOUN,

Pédopsychiatre, médecin légiste expert près la cour d'appel de Versailles

Psychiatre des Hôpitaux spécialisé en pédopsychiatrie et médecin légiste, il exerce comme responsable adjoint de l'Unité médico-judiciaire et dirige l'unité d'accueil des mineurs victimes dans les Yvelines. Chargé d'enseignement à l'Institut de Criminologie de l'Université Paris II, il intervient également comme expert auprès de la Cour d'appel de Versailles



Madame Estelle PRIETZ, Docteur vétérinaire, Responsable de la commission Protection et bien-être animal du Conseil National de l'Ordre de France

Docteur vétérinaire, elle est membre du Comité «Une seule violence». Elle a une appétence pour tous les domaines touchant au respect de l'animal et au maintien d'une relation Homme-Animal harmonieuse.

Monsieur Arnaud BAZIN, Vétérinaire, sénateur du Val d'Oise, président de la section « Animal et Société » du Sénat

Docteur vétérinaire, il s'engage officiellement dans l'action publique en 1995 en devenant maire de Persan. Il est élu pour la première fois sénateur du Val-d'Oise en 2017, mandat reconduit en 2023. Il est membre de la Commission des finances et président du Comité de déontologie parlementaire. Il préside la section «Animal et Société» au Sénat qu'il a créée en 2020. Cette même année, il crée le comité « Une Seule Violence».



Monsieur Vincent PERROT, Président du Conseil de l'Ordre des vétérinaires de Polynésie française

Vétérinaire, il est sorti de l'Ecole de Lyon en 1996 et est installé en Polynésie française depuis 2001 en clientèle canine sur la commune de Papara. Il est membre du Comité consultatif pour le bien-être animal (CCBEA).



Madame Florence TESSIER, Vice-présidente au tribunal de première instance de Polynésie française

Elle est en charge du contentieux civil au Tribunal de première instance de Papeete.

Madame Hélène GEIGER, Vice-procureure au tribunal de première instance de Polynésie française en charge des infractions en lien avec les animaux

Membre du Comité consultatif pour le bien-être animal, et membre de l'Association Française des Magistrats pour la Justice Environnementale (AFMJE).





Madame Florence POIRAT, Professeure de droit public à l'Université de la Polynésie française

Elle est Professeure agrégée en droit public, en poste à l'Université de la Polynésie française (UPF).

Monsieur Michaël BOUMENDJEL, Premier conseiller au tribunal administratif de la Polynésie française

Nommé en qualité de conseiller au Tribunal administratif de Polynésie française à compter du 1er août 2022, il exerce les fonctions de rapporteur public depuis le 1er septembre 2024. Il a précédemment exercé dans divers tribunaux, notamment au Tribunal administratif de Nantes en 2016 où il a exercé les fonctions de rapporteur public au sein de la Chambre en charge du contentieux de la santé publique.



Monsieur Mickaël Poeaheiau FIDELE, Avocat au Barreau de Papeete

Titulaire d'un doctorat en droit public obtenu à l'Université d'Aix-Marseille III, il conseille les collectivités locales polynésiennes et les représente en justice. Il a également travaillé au gouvernement de la Polynésie française et a enseigné le droit public à l'Université d'Aix-Marseille III, à l'Université de la Polynésie française et au CNAM.